

VII - Les échanges extérieurs

En 1987, le solde de la balance commerciale a été déficitaire de 31,4 Mds de F, alors qu'il avait été équilibré en 1986. Cette dégradation est le fait des seuls produits manufacturés. Toutefois, le commerce extérieur de ces produits a eu des évolutions contrastées durant l'année : les exportations ont continué de se replier au premier semestre puis se sont nettement redressées, en phase avec la demande mondiale ; les importations, quant à elles, ont crû de façon assez régulière. En moyenne annuelle, les pertes de parts de marchés intérieur et étrangers se poursuivent, comme en 1986, à un rythme nettement plus rapide que celui de la période antérieure. Néanmoins, sur la seconde moitié de l'année, les exportations progressent plus rapidement

que la demande mondiale. La compétitivité-prix vis-à-vis des concurrents a cessé de se dégrader dès le début de l'année, à la fois sur le marché intérieur et sur les marchés étrangers. Cela ne peut être sans effet sur l'évolution des parts de marché ; les fortes pertes liées à la dégradation de la compétitivité-prix observées depuis 1985 devraient ainsi se réduire.

Le déficit énergétique a diminué d'environ 12 Mds de F et l'excédent agro-alimentaire est resté à un très bon niveau. Celui des invisibles, des services notamment, a connu une nouvelle érosion. Ainsi la balance des transactions courantes serait devenue déficitaire d'environ 25 Mds de F en 1987.

1. Echanges extérieurs de produits manufacturés

a. Le solde commercial se dégrade dans tous les secteurs

Le solde commercial de produits manufacturés est devenu déficitaire en 1987 d'environ 8 Mds de F alors qu'il avait été excédentaire d'environ 35 Mds de F en 1986 (CAF/FAB). Depuis 1969, ce solde commercial avait toujours été excédentaire. L'année 1986 avait certes déjà connu une dégradation sensible : l'excédent avait alors été divisé par plus de 2.

En 1986 comme en 1987, les légers gains de termes de l'échange (+ 1 % environ) n'ont pas compensé la diminution du solde en volume. Ces deux années en moyenne annuelle, les pertes de part de marché intérieur et à l'exportation se poursuivent à un rythme nettement plus rapide que celui de la période antérieure. Toutefois, vis-à-vis de l'étranger, les pertes de parts de marché se sont interrompues au milieu de l'année pour faire place à des gains. A l'inverse, les pertes de parts de marché sur le marché intérieur se sont amplifiées au second semestre. En 1987, en volume les importations

Solde global des échanges de marchandises							
en milliards de F							
	Séries brutes			séries CVS-CJO			
	1985	1986	1987	1987			
				87.1	87.2	87.3	87.4
Agro-alimentaire et agriculture	31,1	26,7	30,3	5,7	6,5	8,4	9,3
Energie	-180,6	-89,6	-82,0	-19,6	-19,9	-22,3	-20,9
Produits manufacturés	88,9	35,0	-8,2	0,8	-6,9	-0,1	-2,5
dont : - Biens intermédiaires	7,7	-8,3	-14,9	-3,0	-6,0	-4,5	-2,9
- Biens d'équipement professionnel	57,1	43,0	24,0	6,4	2,7	8,7	6,4
- Biens d'équipement ménager	-9,2	-12,9	-14,8	-3,4	-3,4	-3,7	-4,2
- Construction automobile	32,2	28,4	21,9	6,1	5,9	6,3	4,1
- Biens de consommation courante	-4,9	-18,1	-27,1	-6,0	-6,7	-7,5	-6,7
Total CAF/FAB	-60,6	-27,9	-59,9	-13,1	-20,2	-14,0	-14,1
Total FAB/FAB	-24,9	0,4	-31,4	-6,2	-13,0	-6,5	-6,4
Les produits manufacturés comprennent le poste "divers".							
Source : douanes							

ont augmenté de près de 10 % alors que la hausse des exportations a été de l'ordre de 2 %. En glissement, la croissance des importations a été de 6,4 % au premier semestre puis de 8,4 % au second ; toujours en glissement, le repli des exportations de la première partie de l'année (- 2,3 %) a été suivi d'un redressement sensible (10,1 %).

Le solde commercial s'est dégradé dans tous les secteurs des produits manufacturés : le déficit s'est aggravé dans les biens intermédiaires et les biens de consommation, l'excédent a diminué dans les biens d'équipement professionnel et la construction automobile.

Evolutions en volume du commerce extérieur de produits manufacturés				
Evolution en % - moyennes annuelles				
	Importations		Exportations	
	1986	1987	1986	1987
Biens intermédiaires	7,3	6,9	-0,1	4,3
Biens d'équipement professionnel	6,4	10,7	-2,4	-1,8
Automobile et transport terrestre	7,0	14,8	2,8	3,0
Biens de consommation courante	10,1	10,8	-1,8	2,4
Biens d'équipement ménager	29,0	10,3	13,9	12,6
Industrie manufacturière	8,4	9,7	-0,5	2,1

Dans les biens intermédiaires, le déficit apparu en 1986 s'accroît. Les importations croissent plus rapidement que les exportations. La hausse des importations est due à l'activité relativement soutenue de l'ensemble de l'économie et en particulier de l'industrie, puisque depuis 1979, la branche manufacturière n'avait pas connu une croissance aussi sensible qu'en 1987 (2 %). Les pertes de parts de marché intérieur se poursuivent : elles ne sont cependant pas plus importantes que par le passé. Plus forte que dans les autres secteurs, la croissance des exportations permet une hausse de la part de la production exportée. Au total, il semble que malgré l'augmentation de leur déficit, les biens intermédiaires conservent une position plus favorable vis-à-vis des concurrents étrangers que la moyenne des produits industriels (en particulier les biens de consommation).

Le déficit des biens de consommation courante, qui est une donnée permanente depuis 1979 de notre commerce extérieur, continue de se creuser.

La dégradation en volume du solde résulte d'une hausse sensible des importations et d'un accroissement modéré des exportations. En 1987, l'évolution des importations poursuit la tendance de l'année précédente. Mais, à la différence de 1986, la demande des ménages de biens de consommation courante est en 1987 proche de la stabilité. En revanche, le stockage chez les commerçants a persisté et s'est même amplifié. La croissance des importations s'accompagne de pertes de parts de marché intérieur : comme en 1986, le taux de pénétration augmente rapidement. Cette évolution touche plus particulièrement le textile-habillement et le cuir-chaussures. Par ailleurs, la reprise de nos exportations (plus de 2 % après un recul de près de 2 % en 1986) semble modeste au regard du dynamisme de la consommation des ménages chez nos principaux clients, européens notamment. Ainsi, nos pertes de parts de marché sont sans doute plus marquées ici que dans les autres secteurs, la concurrence des NPI d'Asie sur notre marché intérieur et les marchés étrangers se faisant particulièrement sentir pour ces produits.

L'amélioration de nos termes de l'échange est liée à la baisse du prix des importations. Celle-ci est particulièrement marquée dans le textile-habillement du fait de la pénétration accrue des NPI.

Les biens d'équipement professionnel voient leur excédent se réduire d'environ 40 % : les importations augmentent très sensiblement alors que les exportations diminuent. Rompant avec les évolutions antérieures, les biens d'équipement civils sont en déficit (- 2 Mds de F en 1987 contre environ + 9 Mds de F en 1986). La vigueur des importations reflète le dynamisme de l'investissement (l'élasticité apparente est proche de 2). Les exportations de produits civils augmentent malgré les difficultés financières persistantes de nos clients des pays en voie de développement : le montant des signatures de grands contrats (hors aéronautique) est passé de 90 Mds de F en 1982 à 50 Mds de F par an depuis. C'est la construction aéronautique, Airbus en particulier, qui a permis la hausse des ventes à l'étranger.

Par ailleurs, notre excédent militaire se réduit : il est ainsi ramené de 34,3 Mds de F en 1986 à 26,4 Mds de F en 1987. Nos exportations chutent de près de 20 % en valeur.

La construction automobile est toujours excédentaire mais son solde se réduit légèrement. Cette branche se trouve dans une situation atypique du fait de la politique de délocalisation des firmes françaises.

En raison de l'orientation très favorable du marché français en 1987, les importations connaissent une vive croissance. Cependant, l'écart exceptionnel entre les immatriculations de véhicules étrangers et les importations (le nombre de véhicules importés dépasse celui des immatriculations de véhicules étrangers de 30.600 par mois) montre que les producteurs nationaux ont importé des véhicules français montés à l'étranger. En effet, les importations en provenance de Belgique et d'Espagne, où les constructeurs français ont des unités de production, augmentent sensiblement en 1987 (passant de 33 000 en moyenne par mois en 1986 à 37 000 en 1987) et sont particulièrement importantes en septembre et octobre quand le marché français bénéficie de la baisse du taux de TVA (près de 44 000 véhicules en moyenne sur les deux mois). De plus, calculé en nombre de véhicules, le taux de pénétration des marques étrangères diminue.

La croissance des exportations est nettement plus modérée que celle des importations, en particulier pour ce qui concerne les voitures particulières. Ce n'est pas le cas des exportations de pièces détachées : largement orientées vers l'Espagne, elles approvisionnent les usines des constructeurs français. Celles-ci accroissent leurs ventes de véhicules surtout sur le marché espagnol. Nos exportations de véhicules sont dans une certaine mesure remplacées par des exportations de pièces détachées. Ainsi, la part des constructeurs français sur le marché européen a pu être consolidée sans que les exportations de véhicules enregistrent une augmentation conséquente.

b. Analyse géographique : le solde manufacturier se dégrade vis-à-vis de nos partenaires européens mais surtout vis-à-vis du reste du monde.

Vis-à-vis de la CEE à 12, notre déficit manufacturier s'alourdit (passant d'environ 70 Mds de F en 1986 à environ 80 Mds de F en 1987). La plus forte aggravation apparaît dans le secteur de l'automobile (voir supra). Avec la RFA, notre déficit augmente avec l'accroissement de nos importations. Notre excédent avec le Royaume-Uni diminue malgré la forte croissance de la demande intérieure de ce pays : la baisse de la livre sterling a vraisemblablement eu des effets négatifs sur notre compétitivité sur le marché britannique. Vis-à-vis de l'Italie, notre déficit est stabilisé, malgré un décalage conjoncturel favorable. En revanche, notre solde bilatéral avec l'Espagne s'améliore : il devient positif en 1987. Les importations de ce pays augmentent très vivement (environ 30 % en volume) et nos exportations vers ce pays s'accroissent au même rythme.

Vis-à-vis du Japon, nos exportations augmentent plus rapidement que nos importations, mais, en raison d'un effet de base, notre déficit se creuse. La réduction de notre déficit avec les Etats-Unis reflète probablement des gains de termes de l'échange, liés à la baisse du dollar.

C'est vis-à-vis du reste du monde que notre situation se détériore le plus. Deux explications peuvent être fournies. La première peut être trouvée dans les difficultés financières de nombre de nos clients, pays en voie de développement, ceux d'Afrique en particulier, et pays de l'OPEP (voir biens d'équipement professionnel). La seconde raison est l'émergence des NPI d'Asie. Notre solde global avec ces pays passe de + 1,5 Md de F en 1985 à - 2,1 Mds de F en 1986 et à - 5,5 Mds de F en 1987. Nos importations ont crû cette année de 43 %. Ces pays ont sans doute aussi limité nos débouchés chez nos clients (voir biens de consommation).

c. En 1987, notre compétitivité ne se dégrade plus

En 1987, la dégradation de notre compétitivité globale 1/ a cessé grâce à une évolution parallèle de nos coûts et des coûts salariaux étrangers en monnaie nationale, conjuguée à une relative stabilité des taux de change. Cet arrêt de la dégradation a concerné le marché intérieur et les marchés étrangers.

Pendant les années 1985 et 1986, où le dollar a baissé, notre compétitivité s'était en effet détériorée. Cela ne tenait pourtant pas au coût salarial : depuis la mi-1984, nos coûts salariaux unitaires exprimés en monnaies nationales évoluent au même rythme que ceux de nos partenaires de l'OCDE. C'est la conséquence d'un ralentissement de nos coûts salariaux plus marqué chez nous que chez nos partenaires depuis 1982. Mais, toujours en monnaies nationales, nos prix de production ont augmenté plus rapidement que les prix de production étrangers. Ceci est dû à une évolution plus forte que chez nos partenaires soit d'un autre élément du coût de production (consommations intermédiaires, frais financiers ou impôts) soit des marges. Les évolutions du taux de change ont renforcé cette dégradation de notre compétitivité au niveau des prix de production.

La dégradation de notre compétitivité globale s'est répercutée sur notre compétitivité externe et sur notre compétitivité interne jusqu'à la fin de l'année 1986.

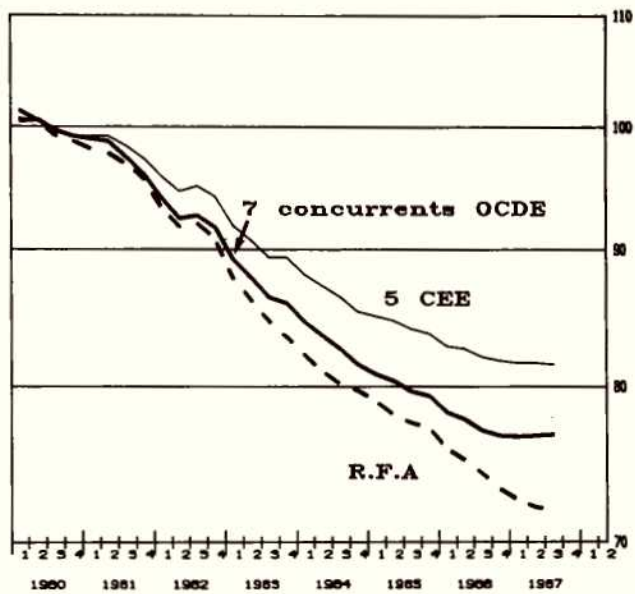
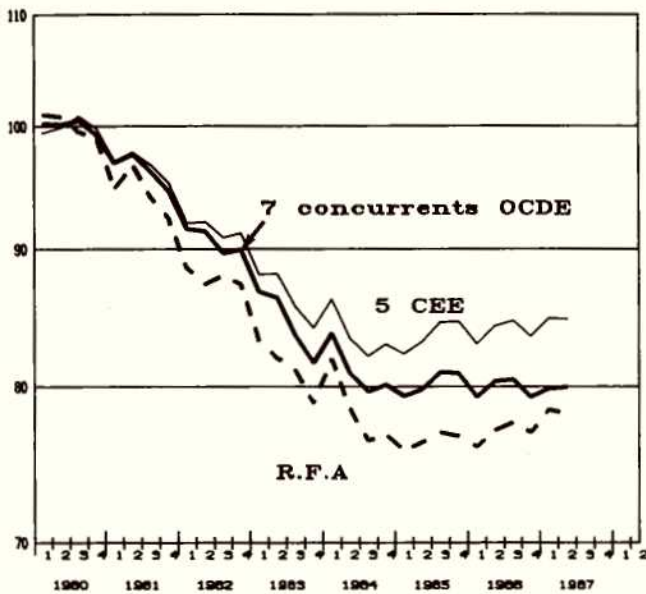
1/ Cet indicateur rapporte le prix de la production étrangère au prix de la production française

A partir du début de l'année 1987, cette détérioration cesse. Nos coûts salariaux unitaires, en monnaie nationale, évoluent toujours parallèlement à ceux de nos concurrents. Mais nos prix de production, au lieu d'augmenter plus rapidement que ceux de nos partenaires, évoluent aussi au même rythme. La stabilisation du dollar sur la majeure partie de l'année a permis que ces évolutions favorables soient conservées en monnaie commune. Notre compétitivité interne et notre compétitivité externe bénéficient de l'arrêt de la dégradation de notre compétitivité globale.

**Compétitivité
cout salariaux unitaires**
(Base 100 en 1980)

**Compétitivité
prix de production**
(Base 100 en 1980)

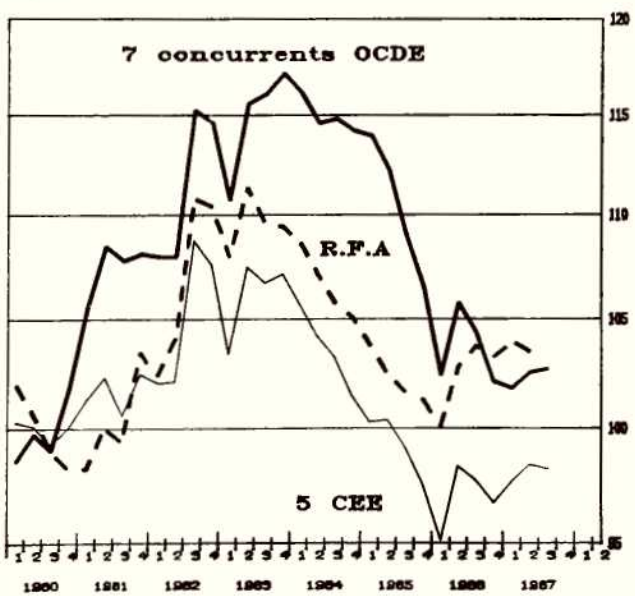
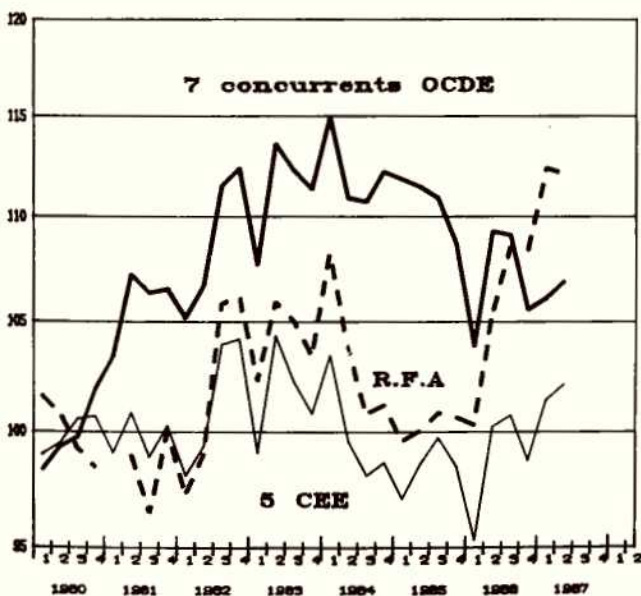
En monnaies nationales



Couts salariaux unitaires de nos concurrents
exprimés en monnaies nationales /
couts salariaux unitaires français

Prix de production de nos concurrents
exprimés en monnaies nationales /
prix de production français

En francs



Couts salariaux unitaires de nos concurrents
exprimés en F.F./couts salariaux unitaires français

Prix de production de nos concurrents
exprimés en F.F./prix de production français

NB : Une hausse indique une amélioration de notre compétitivité

Vis-à-vis de nos partenaires de la CEE, les évolutions sont plus marquées, mais notre compétitivité globale a aussi cessé de se dégrader récemment. Depuis 1980 en effet, celle-ci évoluait défavorablement. Pourtant, à partir de 1984, nous avons un avantage sur les pays de la CEE : nos coûts salariaux unitaires, en monnaie nationale et en monnaie commune, augmentaient moins rapidement.

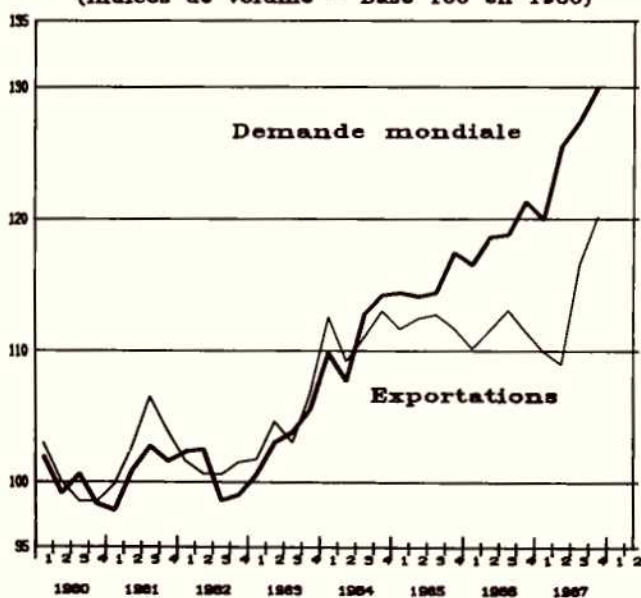
Jusqu'en 1985, ce n'est pas le cas de nos prix de production : notre compétitivité globale s'est dégradée. Nous avons ainsi perdu notre avantage soit au niveau d'un autre élément du coût de production soit au niveau des marges. Dès le début de l'année 1986, cette dégradation de la compétitivité en monnaie nationale et en monnaie commune tend à ralentir, puis cesse en 1987.

Vis-à-vis de la RFA, malgré nos évolutions de coûts salariaux plus favorables, notre compétitivité globale en monnaie nationale continue de se dégrader ; en monnaie commune, elle cesse de le faire en 1986 grâce à l'affaiblissement du franc face au DM.

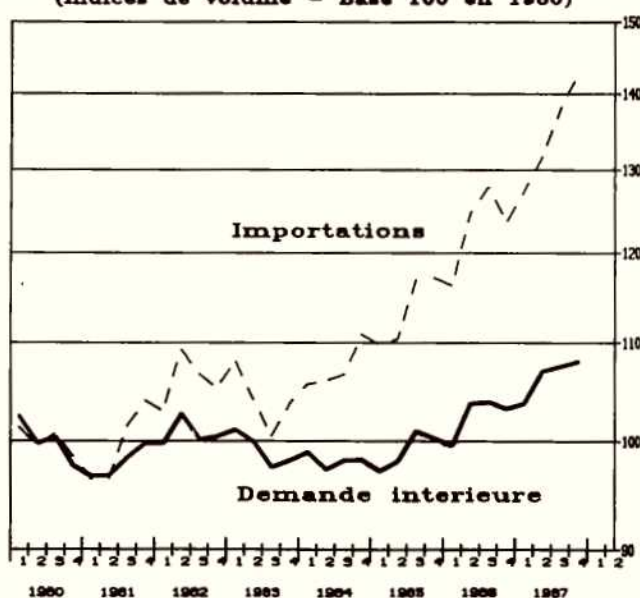
d. Les exportations reprennent au second semestre.

Si la croissance des importations a été assez régulière tout au long de l'année, le profil des exportations est marqué. De janvier à mai, en effet, celles-ci ont diminué avant de croître rapidement à partir de juin : alors que la hausse des exportations est d'environ 2 % en moyenne annuelle, elle est de près de 8 % en glissement annuel (en volume). Dans toutes les branches, à l'exception de la construction automobile, on observe ce profil. Celui-ci est lié au profil de la demande mondiale et probablement à notre compétitivité. En effet, la demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France augmente deux fois plus rapidement au second semestre qu'au premier.

Exportations et demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France
(Indices de volume - Base 100 en 1980)



Importations et demande intérieure y.c. stocks de produits manufacturés
(Indices de volume - Base 100 en 1980)



Produits manufacturés : demande mondiale, exportations et parts de marché										
									évolution en %	
	moyennes annuelles								moyennes semestrielles	
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1987	
									87.I	87.II
Demande mondiale	5,8	0,7	0	2,6	7,6	3,6	3,2	5,8	2,2	4,9
Exportations	3,1	3,2	-2,1	3,0	7,1	0,6	-0,5	2,1	-2,5	8,2
Parts de marché	-2,7	2,5	-2,1	0,4	-0,5	-3,0	-3,7	-3,7	-4,7	3,3

La reprise de nos exportations s'est donc produite au moment où la demande mondiale s'accélérait. Cependant leurs évolutions ne sont pas parallèles : nous perdons des parts de marché au premier semestre et nous en gagnons ensuite. De 1980 à la mi-1984, les parts de marché se réduisaient légèrement. Depuis cette date les exportations décrochent : les pertes de parts de marché sont de l'ordre de 3 à 4 % en 1985, 1986 et 1987. Au premier semestre, l'ampleur de ces pertes semble exceptionnelle (4,7 % en moyenne semestrielle). Les gains de parts de marché du second semestre correspondent sans doute en partie à un rattrapage ; mais ils sont aussi probablement la conséquence de la stabilisation de notre compétitivité. Alors que la forte dégradation de notre compétitivité-prix avait entraîné une accentuation des pertes de part de marché de la mi-1984 à la mi-1987, sa stabilisation joue en sens inverse.

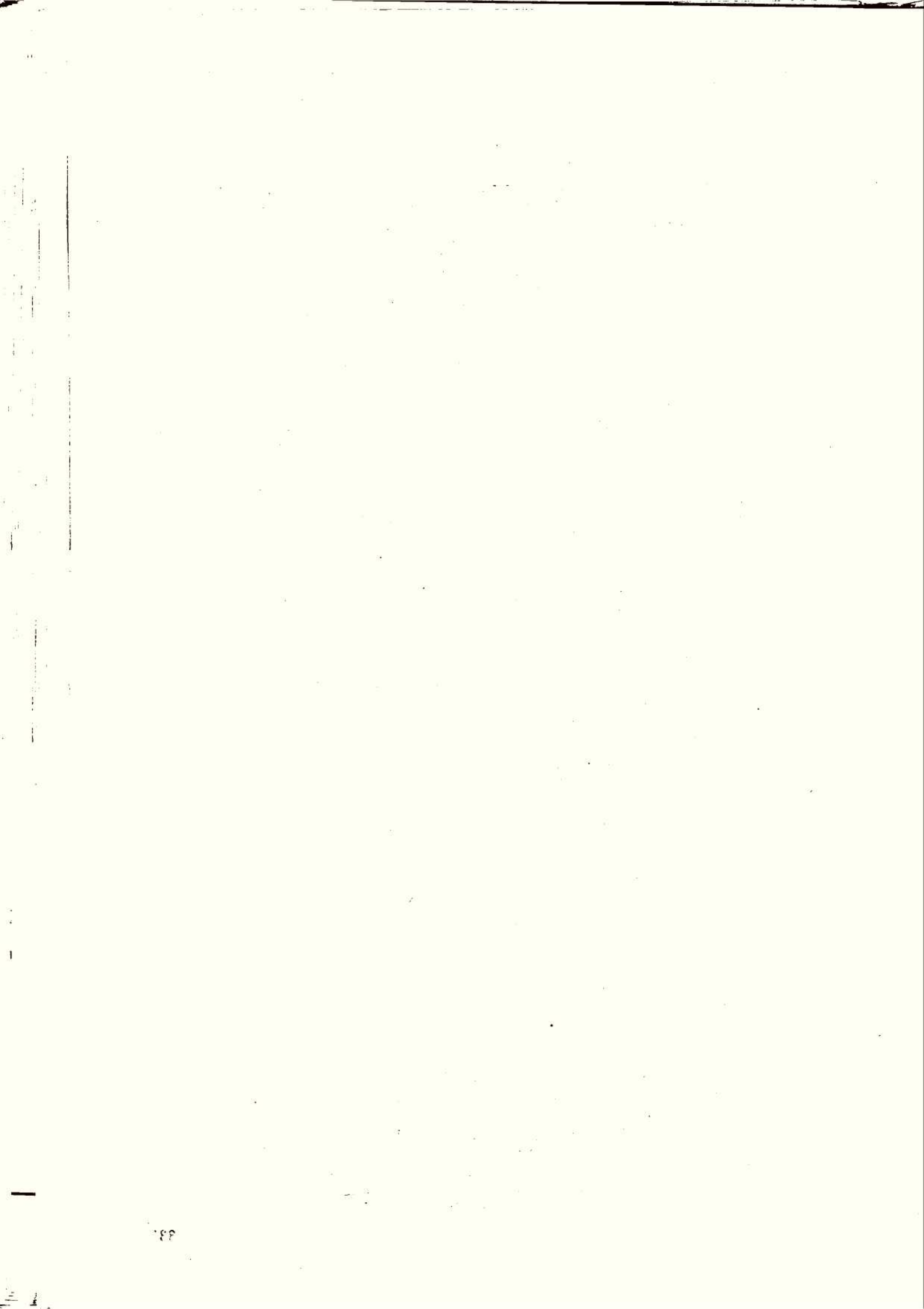
Au total, ces évolutions heurtées laissent apparaître en moyenne sur l'année 1987 des pertes de part de marché d'environ 4 % .

2. Les échanges énergétiques et agro-alimentaires et le solde des transactions courantes

Notre déficit énergétique a diminué en 1987 de près de 8 %, passant de 94 Mds de F en 1986 à 82 Mds de F. Cette amélioration est due à la baisse du dollar en moyenne annuelle (- 13 %). En effet, les volumes importés sont proches de la stabilité ; les prix en dollar ont augmenté d'environ 4 % : la hausse concernant le pétrole brut et le pétrole raffiné n'est pas compensée par la sensible baisse du prix du gaz dont les prix suivent avec un retard d'environ 9 mois ceux des produits pétroliers.

L'excédent des produits de l'agriculture et des industries agro-alimentaires de 1987 est un peu supérieur à celui de l'année précédente (environ 30 Mds de F). Les exportations ont augmenté de 7 % environ tandis que la croissance des importations était de plus de 5 %. Le taux de couverture en volume s'est en particulier amélioré vis-à-vis de la CEE. Par ailleurs, nous avons réalisé de légers gains de termes de l'échange sur l'ensemble des zones. Pour les céréales l'écart entre le cours mondial et le prix garanti communautaire s'est considérablement amplifié depuis deux ans. Ceci pèse de plus en plus sur le budget de la Communauté européenne qui s'engage à accorder des restitutions pour combler cet écart.

L'excédent de nos invisibles connaît une nouvelle érosion : il s'élève à près de 31 Mds de F en 1987, après 37 en 1986 et 47 en 1985. Ce sont plus particulièrement les services qui en sont responsables : tourisme et services liés aux échanges de technologie. La chute du Dollar a beaucoup nui à notre compétitivité dans ces domaines où les Etats-Unis sont à la fois de gros clients et d'importants concurrents ; les services liés aux échanges technologique se dégradent en raison de la réduction des grands contrats d'exportations vers les pays de l'OPEP. Cette détérioration des invisibles s'ajoute à celle du commerce extérieur pour expliquer que notre balance des transactions courantes puisse être déficitaire d'environ 25 Mds de F en 1987, après un excédent de 20 Mds de F en 1986.



VIII - Les résultats des entreprises et la production

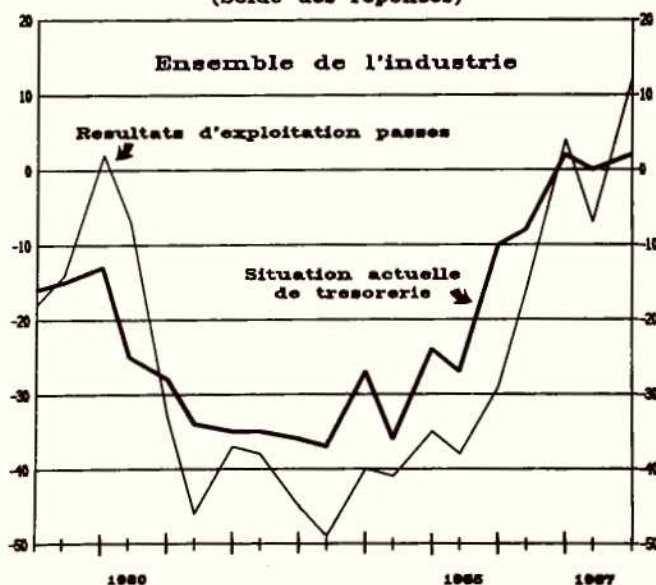
En 1987, les résultats des entreprises ont continué de s'améliorer en raison d'une progression modérée du prix des consommations intermédiaires et de la rémunération des salariés. La hausse plus faible qu'en 1986 de leurs impôts y a aussi contribué. Leur investissement s'est accru mais la part de la valeur ajoutée qui lui est consacrée est proche de celle de 1986. Alors que les résultats des entreprises retrouvent des niveaux similaires à ceux des années 1970, le taux d'investissement reste inférieur à son niveau d'avant le second choc pétrolier.

En volume, l'investissement productif des entreprises a augmenté en 1987 au même rythme que l'année précédente (+ 4 %). Les entreprises, du commerce essentiellement, ont accru leurs stocks. Même si elle a ralenti en liaison avec l'évolution de la consommation des ménages, la demande intérieure a donc été favorablement orientée. L'activité a augmenté dans les branches industrielles et non industrielles. Depuis 1979, l'industrie manufacturière n'avait pas connu une croissance aussi forte. Le secteur du BTP a poursuivi le redressement engagé en 1986. L'activité des commerces et des services a ralenti comme la consommation des ménages.

1. La situation financière des entreprises

L'amélioration des résultats des entreprises, amorcée en 1983, s'est encore poursuivie en 1987, bien qu'à un rythme ralenti. Ceci est mis en évidence par l'enquête de décembre sur les trésoreries auprès des chefs d'entreprise de l'industrie : les résultats d'exploitation ont atteint un niveau supérieur à ceux de 1979 tandis que la situation de trésorerie se maintenait à son haut niveau de fin 1986. Par ailleurs, les enquêtes de conjoncture dans le commerce font état pour l'année d'une nouvelle réduction des difficultés de trésorerie.

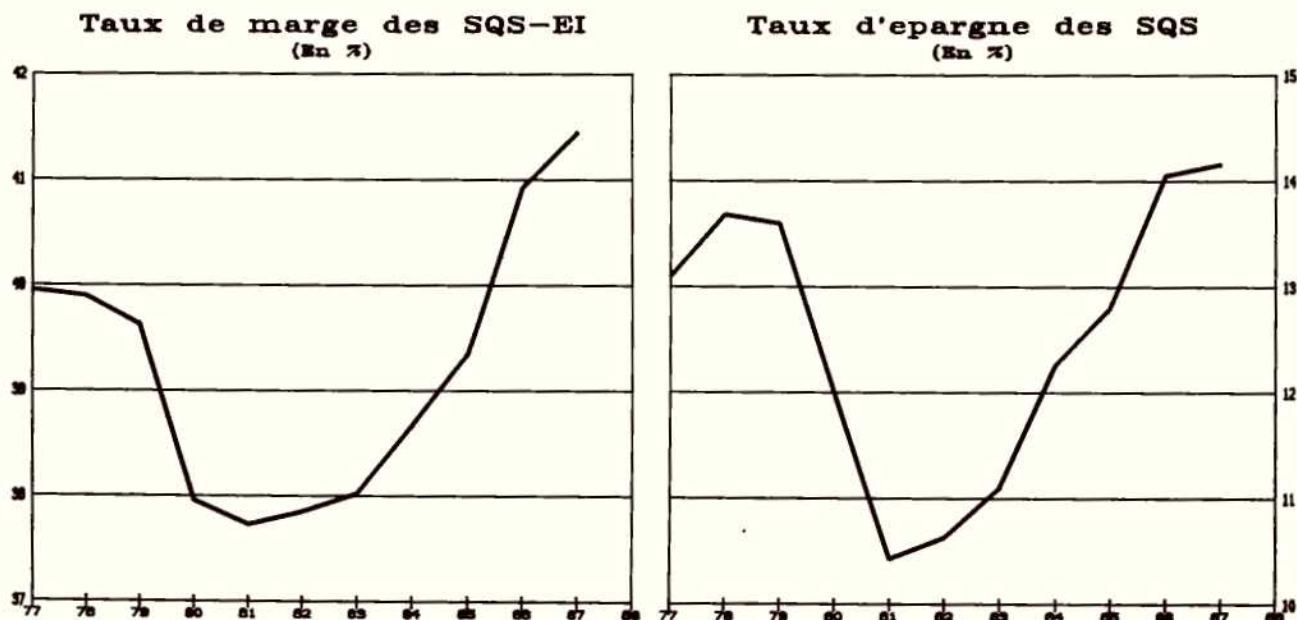
Situation de trésorerie dans l'industrie
(Solde des réponses)



La comptabilité nationale trimestrielle permet d'apprécier l'ampleur de cette évolution. L'excédent brut d'exploitation des sociétés, quasi-sociétés et entrepreneurs individuels continue de progresser (environ 6 %) en raison d'une faible croissance du prix des consommations intermédiaires, sensiblement inférieure à celle des prix de production, et d'une augmentation encore modérée de la rémunération des salariés. Le coût salarial unitaire continue de ralentir : la hausse en moyenne annuelle du taux de salaire horaire est d'environ 3,2 % et les gains de productivité se poursuivent (voir supra). La croissance de la rémunération des salariés est moins rapide que celle de la valeur ajoutée : la part des charges salariales dans celle-ci diminue (elle est d'environ 53 % en 1987) et le taux de marge 1/ s'accroît (il atteint en 1987 un très haut niveau : plus de 41 %). Il est comparable à celui prévalant avant le premier choc pétrolier.

Calculée pour les seules sociétés et quasi-sociétés, l'épargne des entreprises augmente moins rapidement que l'excédent brut d'exploitation. En effet, compte tenu des bons résultats de l'année 1986, la hausse des impôts est encore importante, même si elle ralentit, et la charge des dividendes s'alourdit. En revanche, celle des intérêts est sensiblement freinée. Ceci est sans doute à rapprocher d'un moindre endettement des entreprises ainsi que d'une baisse du taux d'intérêt apparent, et traduit une meilleure solvabilité (puisque la part des intérêts versés par les sociétés dans l'excédent brut d'exploitation diminue). Au total, le taux d'épargne 2/ se stabilise aux environs de 14 %, c'est-à-dire un peu en deçà de celui d'avant le premier choc pétrolier.

Cependant l'amélioration des résultats des entreprises observée en 1987 est de moindre ampleur que celle de 1986. L'année 1986 avait bénéficié de la baisse du prix des consommations intermédiaires qui n'avait pas été entièrement répercutée. Les prix de production avaient augmenté. La rémunération des salariés poursuivait son ralentissement, amorcé en 1982. Ainsi en 1986, le taux de marge et le taux d'épargne avaient particulièrement progressé.



1/ Excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée

2/ épargne/valeur ajoutée

La croissance de l'investissement en 1987 semble être parallèle à celle de l'épargne brute : le taux d'autofinancement 1/ est proche de celui de 1986 (environ 83 %). La réduction du besoin de financement des entreprises (SQS) s'est interrompue, d'autant que les entreprises ont une importante formation de stocks à financer.

La demande de capitaux de la part des entreprises est restée forte. Elles ont à nouveau fait largement appel aux marchés. Par rapport à 1986, leur recours aux actions et titres assimilés a progressé de plus de 20 %. Il faut noter que le krach boursier a entraîné un ralentissement notable des émissions d'actions par appel public à l'épargne mais n'a pas freiné les autres types d'augmentation de capital. Les émissions de billets de trésorerie, qui concernent les grandes entreprises, ont continué de s'accroître (+ 3 Mds de F en 1985, + 20,7 Mds de F en 1986, + 16,8 Mds de F en 1987). En revanche, sans doute en raison de la remontée des rendements sur le marché obligataire, les sociétés ont réduit de moitié leurs émissions d'obligations. La demande de crédit, en recul sensible en 1985 et 1986, s'est remise à augmenter, selon les indicateurs encore partiels disponibles. Malgré ce recours accru au crédit, favorisé par des taux débiteurs encore orientés à la baisse, le poids de ce nouvel endettement dans le total des ressources devrait rester modéré en 1987 et s'inscrire dans la tendance observée depuis 1983. Les entreprises limitent leur endettement depuis cette date grâce à la contraction de leur besoin de financement, liée à l'amélioration de leurs résultats et à la baisse puis à la stabilisation de leur taux d'investissement.

On peut penser que les entreprises ont de nouveau profité d'un contexte encore favorable aux placements financiers. Ceux-ci recouvrent des émissions d'actions liées à des opérations de restructuration et une réorientation des patrimoines mobiliers vers des placements liquides sous forme de parts et d'actions d'OPCVM 2/.

Les conséquences du krach boursier sur la situation financière des entreprises apparaissent relativement limitées. Si les moins-values potentielles sur les titres cotés détenus fin 1986 pouvaient atteindre 80 Mds de F pour les seules sociétés et quasi-sociétés, il faut souligner que ces moins-values succèdent à des plus-values bien supérieures enregistrées les années précédentes. Cependant, pour les titres acquis à des cours supérieurs à ceux d'avant la crise boursière, c'est-à-dire depuis janvier 1986, la perte pourrait s'élever à 6 ou 7 Mds de F, soit qu'il s'agisse de moins-values de cession effectives, soit que les entreprises aient à provisionner ces moins-values dans leurs comptes.

Il convient toutefois de rappeler que les sociétés avaient largement profité de la bonne tenue du marché financier pour réaliser des augmentations de capital dans des conditions particulièrement favorables. Au total, la situation financière des entreprises, du moins dans leur ensemble, continue d'apparaître favorable.

1/ épargne/FBCF

2/ Organismes de placements collectifs en valeurs mobilières

Rentabilité des investissements productifs et placements financiers

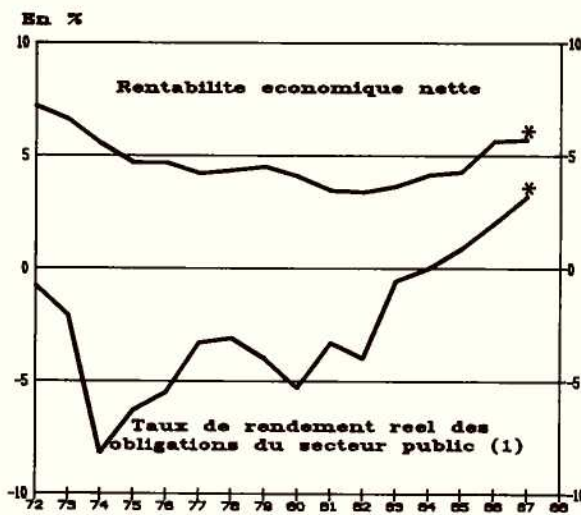
Pour apprécier la rentabilité des opérations productives, différents indicateurs peuvent être envisagés, parmi lesquels on privilégie ici le taux de rentabilité économique nette (RE) qui mesure le rendement réel après impôts des actifs non financiers, c'est-à-dire des seuls actifs liés à l'exploitation.

$$RE = \frac{\text{Autofinancement} + \text{intérêts nets versés} + \text{dividendes nets versés} - \text{amortissements}}{\text{Actifs non financiers au coût de renouvellement nets d'amortissements}}$$

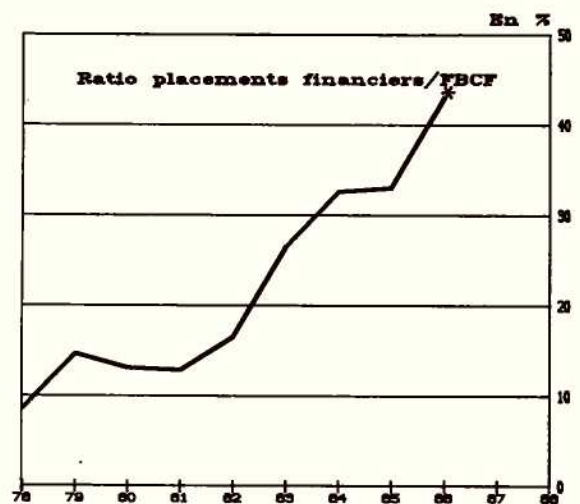
Ce ratio n'intègre donc pas, au numérateur, les produits financiers (intérêts et dividendes reçus) et se situe avant redistribution d'une partie des revenus aux créanciers et actionnaires.

Il est évalué pour l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés non financières, à l'exclusion des Grandes Entreprises Nationales.

Comme tous les indicateurs usuels de rentabilité économique, ce ratio se détériore régulièrement jusqu'en 1983, pour amorcer un lent rétablissement en liaison avec un partage de la valeur ajoutée plus favorable aux entreprises. Malgré une accélération sensible en 1986, la rentabilité ne retrouve pas encore son niveau du début des années 70.



(1) Après impôt



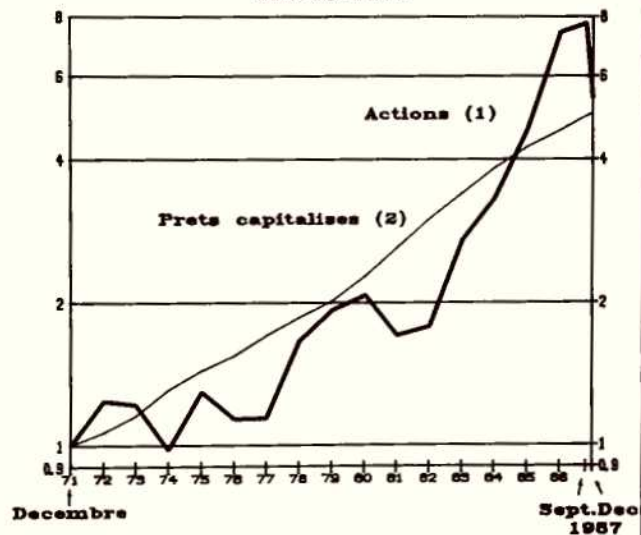
Graphiques : sources Comptabilité Nationale et Banque de France jusqu'en 1986, estimations pour 1987 *

Le taux de rendement réel (après impôts) des actifs financiers a connu une croissance au contraire rapide depuis 1982 comme en attestent les évolutions du taux d'intérêt réel des obligations et du rendement des actions (dividendes et surtout perspectives de plus values). Or pour une entreprise, l'opportunité de réaliser des investissements productifs plutôt que des placements financiers dépend des niveaux relatifs des taux de rendement anticipés 1/.

En situation d'équilibre, il faut s'attendre à ce que la rentabilité des équipements excède celle des placements financiers, dans des proportions suffisantes pour compenser le risque attaché à l'immobilisation d'un capital productif.

Ces dernières années, le resserrement de l'écart des rendements ne correspond vraisemblablement pas à une réduction équivalente de la prime de risque. En effet, l'incertitude sur les débouchés reste forte alors que les placements financiers ont paru bénéficier de conditions de sécurité et de liquidité accrues par des innovations financières attractives. Dans ces conditions, on a constaté ces dernières années, un développement rapide des placements financiers qui ne s'interrompt pas en 1987. Simultanément, les entreprises ont vraisemblablement été amenées à privilégier les investissements de productivité, qui améliorent la rentabilité et exposent moins au risque de fluctuation des débouchés, sans élargir les capacités de production. Ces comportements ont bénéficié d'un desserrement de la contrainte financière, notamment du fait du redressement de l'autofinancement et de la réalisation d'augmentations de capital dans des conditions très favorables, du moins avant le krach boursier.

Capitalisation de placements financiers



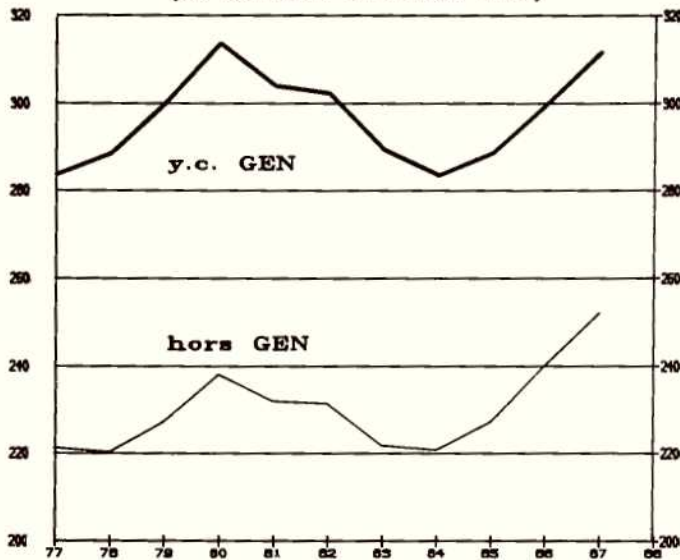
(1) Rendement et plus-values calculés sur la base des indices INSEE.

(2) Référence : taux interbancaire à 6 mois.

1/ A cet égard on estime la rentabilité marginale des équipements nouveaux par la rémunération moyenne observée des actifs productifs (taux de rentabilité économique nette), ce qui peut conduire à une sous-estimation lorsqu'il s'agit en particulier d'investissements de productivité.

Investissement productif en volume des entreprises (SQS-EI)

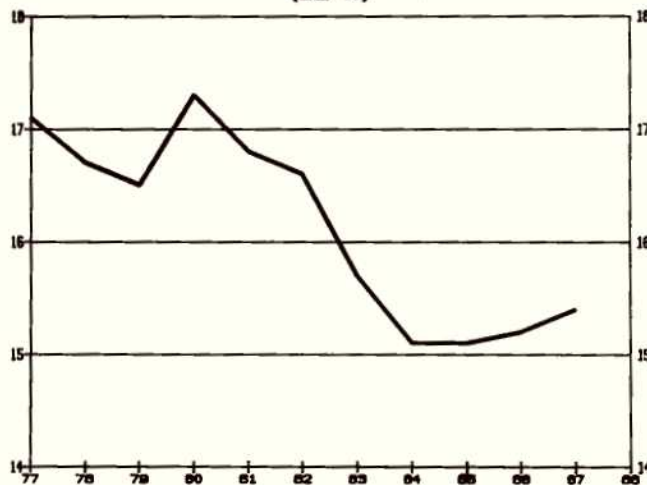
(En milliards de francs 1980)



Source : Comptes nationaux jusqu'en 1986

Taux d'investissement des SQS-EI

(En %)



2. L'investissement

L'investissement productif des SQS-EI enregistre en 1987 une croissance du même ordre que celle observée en 1986 (4 % en volume) et retrouve son niveau de l'année 1980 (au prix de 1980). Hors Grandes Entreprises Nationales, l'investissement productif augmente d'environ 5 %, soit un rythme légèrement inférieur à celui de l'année 1986. Le taux d'investissement 1/ de l'ensemble des sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles reste pratiquement stable, à un niveau voisin de 15 %, en deçà cependant du niveau prévalant avant le second choc pétrolier (17 %). Le taux d'auto-financement s'est stabilisé à un niveau élevé, comparable à celui du début des années 1970 1/.

Deux facteurs ont pu contribuer à empêcher l'amélioration du taux d'investissement. L'endettement accumulé dans le passé et le coût réel du crédit encore élevé sont toujours susceptibles de peser sur les dépenses d'équipement des entreprises. Ainsi, d'après l'enquête investissement auprès des industriels, l'hésitation à s'endetter davantage reste un des obstacles majeurs à la réalisation de tous les investissements jugés nécessaires. Enfin les perspectives de demande jugées modérées ont pu faire apparaître l'investissement productif relativement risqué. Ceci a pu d'ailleurs jouer dans l'arbitrage avec les placements financiers et contribuer à limiter en 1987 les dépenses d'équipement et plus particulièrement les investissements de capacité.

1/ Ce ratio est calculé en valeur.

Investissement productif des entreprises par secteur

Taux de variation en %, aux prix de l'année précédente

	Pondération 1/	1986	1987
Grandes Entreprises Nationales	20	-2,8	0
Entreprises du secteur concurrentiel	80	5,6	5
Agriculture	6	-7,5	-2
Industrie	33	2,4	4 à 5
Commerces Services	37	11,3	6 à 7
BTP	4	4,7	3
Total	100	3,8	4

1/ pondérations relatives à l'investissement de 1986 (F. courants 86)

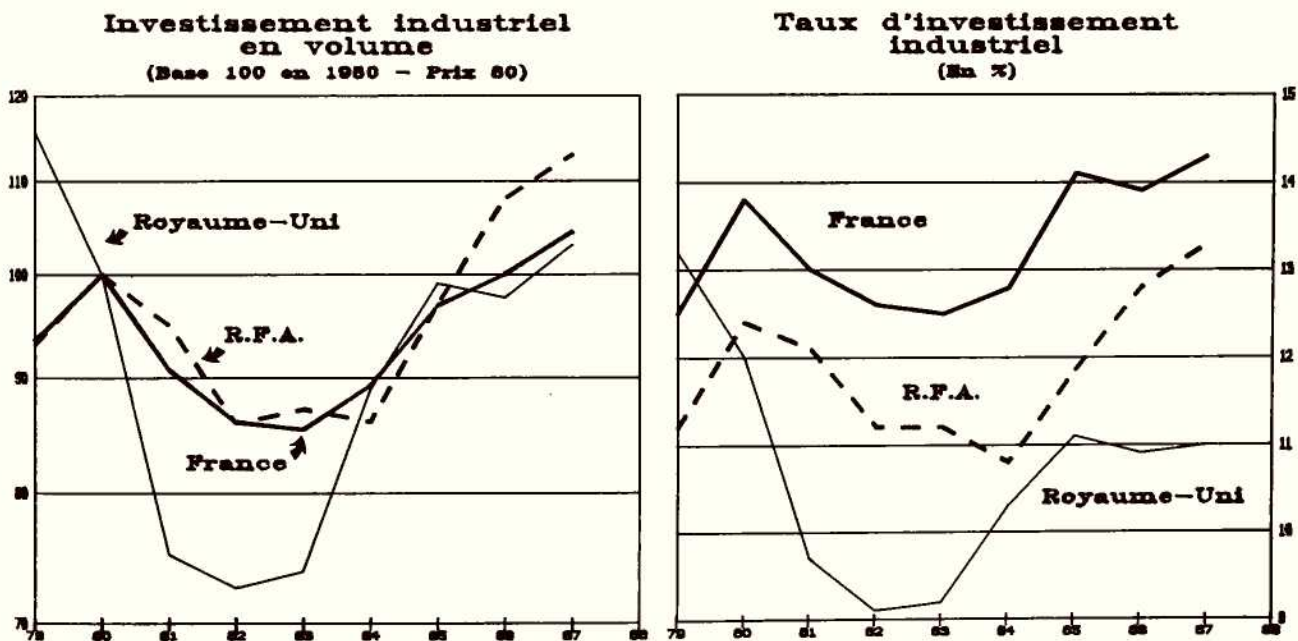
a. Investissement par secteur

L'industrie concurrentielle connaît une accélération de sa formation brute de capital fixe. Sa croissance en 1987 pourrait se situer entre 4 % et 5 % (en volume 1/), soit un rythme environ deux fois plus élevé qu'en 1986.

Les petites entreprises se seraient montrées les plus dynamiques, mais les grandes entreprises seraient responsables de l'accélération par rapport à 1986. Au niveau sectoriel, les évolutions apparaissent toujours contrastées : forte croissance dans les industries agro-alimentaires et surtout dans l'automobile, augmentations voisines de la moyenne dans les biens intermédiaires et les biens de consommation, stabilité voire baisse dans les biens d'équipement professionnel.

Dans le secteur des biens intermédiaires et, de manière plus accentuée, dans la construction automobile, des tensions sur les capacités de production sont apparues en liaison avec une demande soutenue.

La croissance de l'investissement industriel 2/ est en 1987 voisine de la croissance moyenne de la Communauté Européenne. Les évolutions sont cependant plus favorables au Royaume-Uni et en Italie. Depuis 1984, la reprise de l'investissement a été plus vive en RFA et au Royaume-Uni qu'en France. Si l'on prend l'année 1980 comme référence, l'investissement français est en retrait par rapport à celui de la RFA mais non vis-à-vis de celui du Royaume-Uni. En effet, la vigueur récente de l'investissement industriel dans ce pays ne compense pas sa forte chute au début des années 1980. Enfin, la France conserve un taux d'investissement industriel plus élevé que ses deux partenaires, même si l'écart avec la RFA tend à se réduire.



Sources : Nationales et Comptes harmonisés OCDE

1/ d'après les indications en valeur fournies par les industriels à l'enquête de novembre sur les investissements et compte tenu d'une hausse des prix évaluée à 2 % à partir des comptes trimestriels.

2/ industries manufacturières et industries agro-alimentaires (l'énergie n'est pas comprise dans ce champ).

Dans le secteur des commerces et services, l'investissement devrait avoir progressé à un rythme encore soutenu, en raison de la poursuite de l'amélioration financière dans le commerce et dans les services du fait de la libération des prix. Néanmoins la croissance de l'investissement s'inscrit en retrait par rapport à celle de 1986. L'évolution moins favorable de la demande et en particulier de la consommation commercialisable est probablement à l'origine de ce ralentissement.

Dans l'agriculture, où les revenus devraient avoir progressé pour la deuxième année consécutive, on s'attend à une baisse de l'investissement plus modérée qu'en 1986 : en effet, si les abattages de gros bovins 1/ s'accroissent, les acquisitions de machines agricoles sont favorablement orientées.

Les dépenses d'équipement cessent de décroître dans les grandes entreprises nationales, comme c'était le cas depuis 1981, les secteurs des transports et des télécommunications prenant le relais de celui de l'énergie.

b. Investissement par produit

Tous les produits qui composent la FBCF productive, à l'exception du matériel de transport terrestre, enregistrent une progression significative. L'investissement en matériel de transport recule après, il est vrai, une augmentation exceptionnelle en 1986. Cette évolution est probablement due à un effet de parc.

La croissance sensible de la demande des autres produits confirme que la croissance de l'investissement est à la fois le fait de l'industrie, des commerces et des services. L'investissement en bâtiment (hors logement) renvoie plutôt au secteur commerces-services et aux Grandes Entreprises Nationales, l'investissement en biens d'équipement professionnel à l'industrie.

Poids des différents secteurs dans les principales composantes de l'investissement productif (volume F80)						
						en %
secteurs	GEN	Agriculture	Industrie Services	Commerces	B T P	Total
produits						
Biens intermédiaires	2	2	66	26	4	100
Biens d'équipement professionnel	17	8	42	29	4	100
Matériel de transport terrestre	11	3	17	55	14	100
Bâtiment-Génie civil (hors logement)	33	6	18	40	3	100

1/ comptabilisés en FBCF négative

3. L'activité dans l'industrie manufacturière

a. Les stocks de produits manufacturés

La formation de stocks en produits manufacturés a été importante en 1987 : sa contribution à la croissance du PIB est d'environ 0,9 %, après 0,5 % en 1986. Elle a touché tous les produits. Les comportements de stockage ont été similaires pour les biens intermédiaires, la construction automobile et les biens de consommation (y compris biens d'équipement ménager).

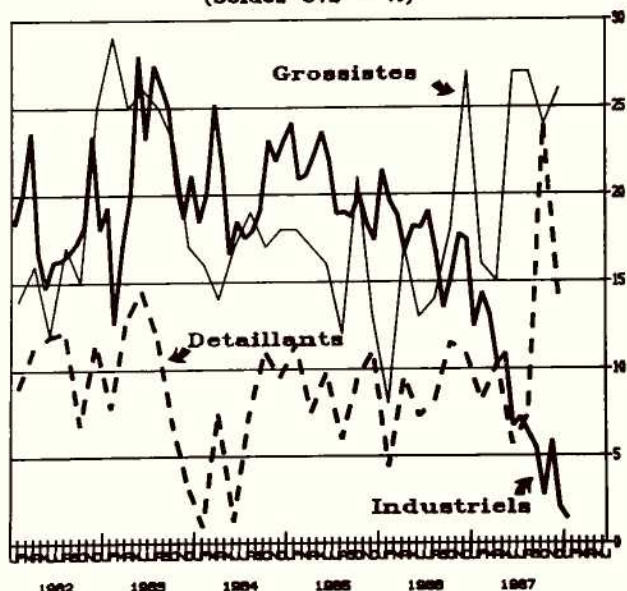
La particularité des biens d'équipement professionnel réside dans la part prépondérante des stocks de produits finis et de travaux en cours du fait des longs cycles de fabrication de cette branche. Cependant, comme pour les autres produits, les stocks de biens d'équipement ont augmenté. Les stocks de produits finis se sont accrus dans la construction mécanique, la construction électrique et électronique et dans la construction aéronautique militaire. Des stocks de travaux en cours ont été constitués dans la construction aéronautique civile du fait de la montée en charge du programme Airbus ainsi que dans l'armement et la construction navale en liaison avec la poursuite de la production des arsenaux militaires.

Pour les autres produits, la formation de stocks a résulté de deux mouvements en sens contraire : les commerçants ont accru leurs stocks alors que les industriels les ont réduits. Ces évolutions étaient déjà à l'oeuvre en 1986. Rappelons que les commerçants détiennent environ 40 % des encours de stocks de produits manufacturés. Au quatrième trimestre, les comportements de stockage commencent à s'inverser : les stocks ont diminué chez les commerçants et augmenté chez les producteurs de biens intermédiaires. Comme le montrent les enquêtes de conjoncture, ce stockage était volontaire dans le commerce jusqu'au troisième trimestre : c'est seulement en fin d'année que les stocks sont jugés excessifs et qu'en conséquence ils sont réduits. En revanche, le déstockage dans l'industrie a probablement été au-delà des souhaits des chefs d'entreprise. Au quatrième trimestre, certains d'entre eux ont commencé à adapter leurs stocks au niveau plus élevé qu'ils désiraient.

Au total, ces comportements typés correspondent à une formation de stocks au premier semestre supérieure à celle du second semestre. Ce stockage s'explique essentiellement par l'amélioration de la demande intérieure. Comme il est naturel, les commerçants ont été les premiers à en prendre conscience : dans les biens intermédiaires, la construction automobile et les biens de consommation (y compris biens d'équipement ménager) la demande intérieure ainsi que les stocks se sont accrus. A cet égard, le stockage a été relativement plus important dans les biens de consommation et la construction automobile. Il est possible que la bonne situation financière des commerces liée à la libération des prix ait contribué à amplifier ces évolutions. Les industriels n'ont pas augmenté leur activité suffisamment pour répondre à la fois à la demande et reconstituer leurs stocks. En particulier, la construction automobile semble proche de ses limites de capacité de production, comme le montrent les indicateurs de l'enquête trimestrielle (goulots, marges, jugement sur les capacités de production).

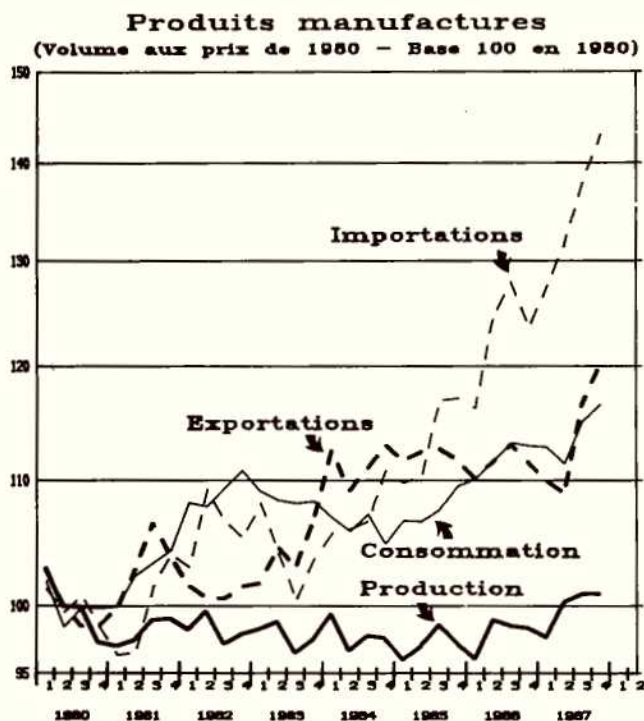
Les producteurs étrangers ont largement bénéficié de ce mouvement de stockage chez les commerçants. C'est le cas surtout de la construction automobile

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs stocks
(Soldes CVS - %)



au premier semestre et des biens de consommation au deuxième et au troisième trimestres : les fortes augmentations du stockage ont été concomitantes avec de sensibles accroissements d'importations.

La production manufacturière s'est accrue en 1987 de 2,1 % en moyenne annuelle. Cette croissance est la plus forte que l'industrie ait enregistrée depuis 1979. Après avoir diminué au premier trimestre, la production a sensiblement augmenté au deuxième trimestre. Par rapport à ce haut niveau, elle a ensuite progressé de façon plus modérée. A l'exception de la construction automobile, toutes les branches ont connu un profil assez similaire. Dans l'automobile, la baisse de la production du troisième trimestre est due à un changement par rapport aux habitudes saisonnières (les constructeurs ont avancé en juin la production de leur nouveau millésime). Sur l'ensemble de l'année, cette hausse de l'activité s'explique par l'orientation favorable de toutes les composantes de la demande. La formation de stocks chez les commerçants, même si elle a été en majorité constituée de produits importés, a aussi soutenu l'activité industrielle. En fin d'année, de plus, les producteurs ont commencé à reconstituer leurs stocks de produits finis, en particulier dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement professionnel.



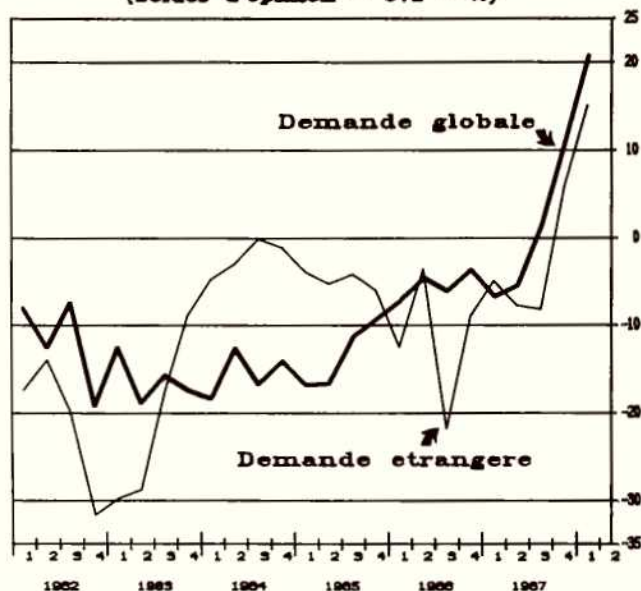
b. La production manufacturière

Les exportations ont progressé de 2,1 % en moyenne annuelle et la demande intérieure hors stocks de plus de 2,5 %. Certes, les pertes de part de marché de l'industrie nationale se sont poursuivies : leur évolution est proche de celle de 1986. Mais la hausse de la demande intérieure hors stocks a été suffisante pour contribuer à la croissance de la production. L'enquête trimestrielle de conjoncture le montre d'ailleurs, au moins pour le premier semestre : la demande intérieure adressée aux industriels augmentait, la demande globale s'accroissant et la demande étrangère diminuant.

La production de l'industrie manufacturière		évolution en %								
1986	1987		1986				1987			
MA	MA		86.1	86.2	86.3	86.4	87.1	87.2	87.3	87.4
0,1	2,1	Biens intermédiaires	-2,1	3,2	0,0	-0,4	-2,3	4,7	1,1	-0,6
-0,4	1,4	Biens d'équipement professionnel	-0,6	0,9	-0,9	-0,2	-0,6	1,7	2,1	0,3
5,8	6,6	Automobile et transport terrestre	1,7	5,7	1,3	0,4	3,8	2,8	-5,5	4,6
0,4	0,9	Biens de consommation courante	-1,6	3,6	-1,5	-0,1	-0,2	1,2	0,8	-1,0
7,1	0,4	Biens d'équipement ménager	0,5	4,2	2,2	-1,2	-4,1	1,7	6,3	-3,5
0,8	2,1	Industrie manufacturière	-1,2	3,0	-0,4	-0,2	-0,7	2,8	0,6	0,0

**Demande globale et demande étrangère
adressées à l'industrie**
(Soldes d'opinion - CVS - π)

La croissance la plus forte de l'activité a été enregistrée dans la construction automobile. Comme en 1986 la production a augmenté d'environ 6 % en raison du dynamisme de la demande intérieure et de la demande étrangère. Pour la seconde année consécutive, la hausse de la consommation des ménages a été sensible.



En revanche, la croissance de la production des biens de consommation et des biens d'équipement ménager a été modérée (environ 1 %). En effet, la consommation des ménages de ces produits s'est nettement ralentie par rapport à celle de 1986. De plus, le taux de pénétration a continué d'augmenter rapidement. Finalement la hausse de la demande étrangère est à l'origine de l'amélioration de l'activité dans cette branche.

L'accélération de la production manufacturière par rapport à 1986 est essentiellement due aux biens d'équipement professionnel et aux biens intermédiaires : alors qu'elle avait régressé en 1986, pour les premiers, ou stagné, pour les seconds, leur production s'est accrue en 1987.

Pour les biens d'équipement professionnel, l'élément le plus dynamique de la demande a été le stockage de produits finis et surtout de travaux en cours. En effet, les exportations se sont réduites et le soutien de la demande intérieure est mitigé. L'investissement a augmenté de plus de 6 % mais cette demande s'est davantage orientée vers les producteurs étrangers : les pertes de part de marché se sont poursuivies au rythme moyen des années antérieures.

Dans les biens intermédiaires, la croissance de la production est plus marquée que dans les biens d'équipement. Cette branche, qui semble assez bien résister à la concurrence internationale, a bénéficié d'une reprise de ses exportations et d'une amélioration de sa demande intérieure.

Equilibre Ressources-Emplois résumé de l'industrie manufacturière*								
Evolution en % - Moyennes annuelles								
	1986				1987			
	Production	Importations	Exportations	Demande intérieure hors stocks	Production	Importations	Exportations	Demande intérieure hors stocks
Biens intermédiaires	0,1	7,3	-0,1	0,9	2,1	6,9	4,3	2,3
Biens d'équipement professionnel	-0,4	6,4	-2,4	2,7	1,4	10,7	-1,8	4,7
Automobile et transport terrestre	5,8	7,0	2,8	6,0	6,6	14,8	3,0	4,4
Biens de consommation courante	0,4	10,1	-1,8	2,6	0,9	10,8	2,4	0,5
Biens d'équipement ménager	7,1	29,0	13,9	12,9	0,4	10,3	12,6	6,7
Industrie manufacturière	0,8	8,4	-0,5	2,8	2,1	9,7	2,1	2,6

* voir en annexe pour l'industrie manufacturière le tableau complet de l'équilibre Ressources-Emplois.

4. Production des autres branches

Dans l'agriculture, la production enregistre une croissance en volume de + 1,6 %. Les livraisons, alimentées par une forte décapitalisation dans le secteur de l'élevage bovin et l'écoulement des stocks de vins constitués les années antérieures, progressent plus rapidement encore (+ 3,4 %). Les productions végétales augmentent, en particulier pour les oléagineux (colza). En revanche, les productions animales diminuent. Les décisions communautaires affectent la production bovine depuis 1984, mais leur influence est plus marquée en 1987. La réduction du cheptel bovin s'inscrit dans le cadre de la politique de maîtrise de la collecte laitière ; elle a cependant été accentuée par les anticipations des éleveurs qui craignaient une baisse des prix d'intervention. Parallèlement, la production de lait connaît, pour la deuxième année consécutive, une baisse marquée.

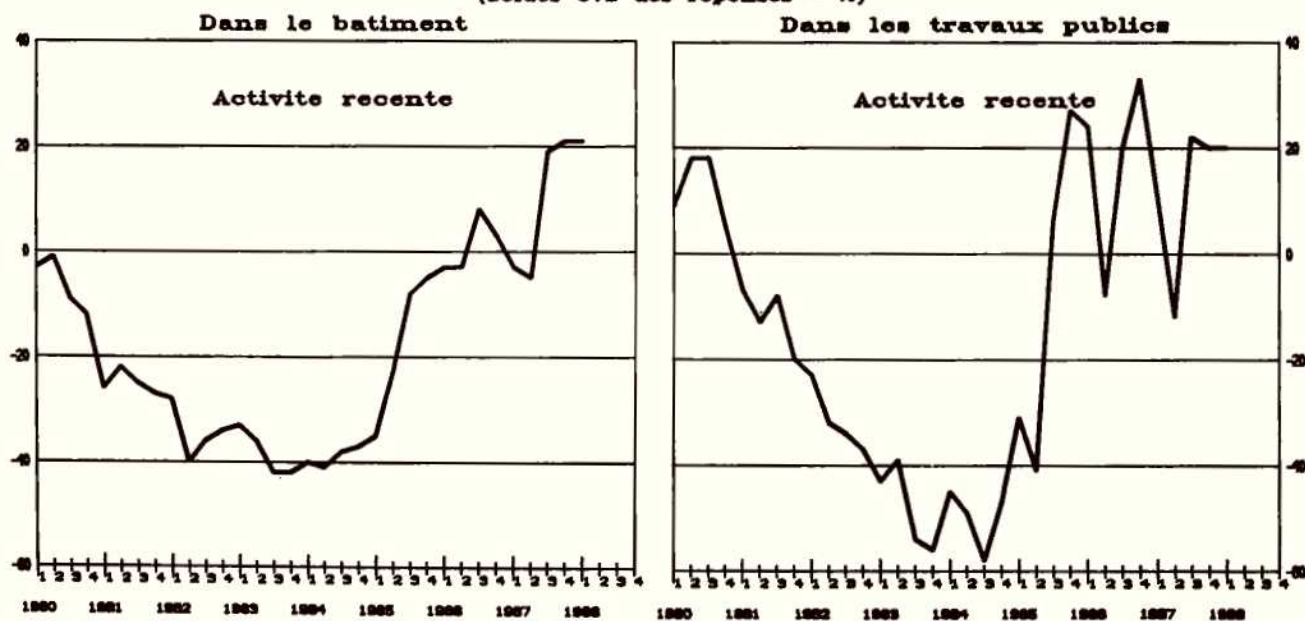
La production des industries agro-alimentaires a progressé en 1987. Les abattages de bovins ont stimulé l'industrie de la viande mais freiné l'activité de l'industrie laitière. Les autres industries agro-alimentaires ont bénéficié de la croissance de la demande étrangère et de la demande intérieure.

La production d'énergie augmente légèrement en 1987, parallèlement à la consommation de l'ensemble des destinataires. La baisse de l'activité dans le raffinage enregistrée en 1987 était en fait acquise fin 1986 : en glissement la production reste stable. La marge brute des raffineurs diminue un peu, tout en restant à un bon niveau.

Le Bâtiment-Travaux publics, avec une croissance de 2,5 % à 3 %, a poursuivi en 1987 le redressement engagé en 1986. Mais si la production du bâtiment s'est accélérée, celle des travaux publics a nettement ralenti.

Comme l'ont montré les enquêtes de conjoncture, l'activité du bâtiment est restée tout au long de l'année 1987 favorablement orientée à l'exception du premier trimestre où un recul avait été enregistré en raison des conditions climatiques. Le bâtiment a donc prolongé et accentué sa reprise de 1986. Cette évolution résulte du redémarrage du logement neuf alors que la croissance de la construction de bâtiments non résidentiels se maintient toujours à un bon niveau. Pour la première fois depuis 1983,

Enquêtes trimestrielles de conjoncture (Soldes CVS des réponses - %)



le seuil des 300.000 mises en chantier de logements a été franchi en 1987 : celles-ci doivent s'établir aux alentours de 310.000 contre 295.000 les trois années précédentes. C'est la construction de logements non aidés qui a bénéficié de ce redémarrage, le recul du secteur aidé s'étant accentué.

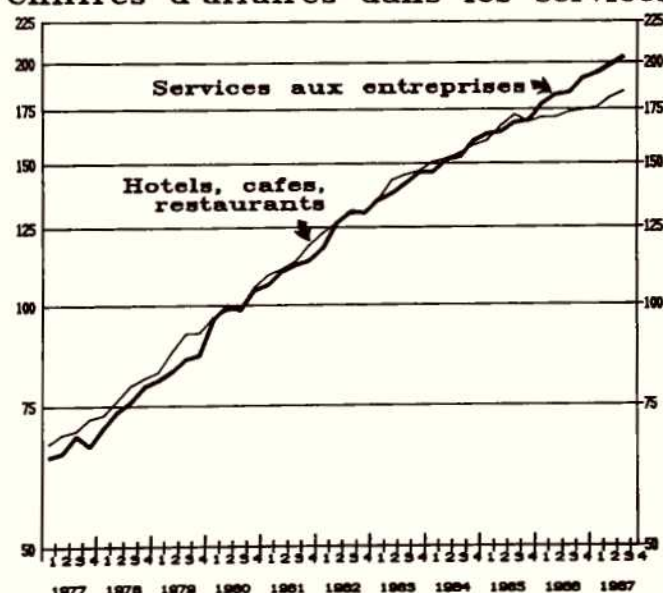
La croissance des travaux publics a été en 1987 beaucoup moins forte qu'en 1986 (+ 2,5 % contre + 8 %). Le démarrage du chantier du tunnel sous la Manche et la poursuite des travaux autoroutiers n'ont eu d'effet que sur la fin de l'année.

Dans le commerce, l'activité a augmenté en 1987 et, selon les premières estimations de la Commission des Comptes du Commerce, la croissance aurait été plus marquée dans le commerce de gros (+ 2,3 % en volume) que dans le commerce de détail (+ 1 % en volume). Dans ce dernier, la progression de l'activité serait donc plus lente qu'en 1985 et 1986. Ce ralentissement est lié à celui de la consommation commercialisable des ménages. Cela n'a pas affecté la poursuite du développement des hypermarchés, favorisé par les ventes soutenues d'électroménager, au détriment de celui des autres commerces dont l'activité recule ou est freinée. L'activité du commerce de gros est comparable par sa progression à celle de 1986. Selon les déclarations CA3 le commerce de gros de biens de consommation non alimentaire a obtenu les meilleurs résultats grâce aux ventes de produits électroménagers. L'activité a été encore soutenue dans le commerce de biens d'équipement, en liaison avec l'évolution de l'investissement des entreprises. La hausse a été plus faible pour les biens intermédiaires et les produits alimentaires. Cette progression de l'activité a été accompagnée d'une formation importante de stocks.

Les activités de transport et de télécommunication ont crû assez vivement en 1987. Les trafics routiers et aériens connaissent en particulier une vive progression.

L'activité des services marchands a augmenté à un rythme inférieur à celui des années précédentes, du fait notamment du léger ralentissement de la consommation des ménages. Les premiers indices CA3 disponibles montrent que le chiffre d'affaire des services rendus principalement aux entreprises garde la même tendance que les années précédentes (en valeur). Ceci est dû à la vive progression des services de location et crédit-bail mobiliers et dans une moindre mesure à la promotion immobilière.

Chiffres d'affaires dans les services



Source : Exploitation des déclarations fiscales CA3

Evolution de l'emploi (y compris TUC, SIVP) par secteurs

Niveaux et glissements annuels Valeurs brutes (milliers et %)						Glissements trimestriels Taux d'évolution CVS en %							
31.12.1985		31.12.1986		31.12.1987*									
niveau	GA	niveau	GA	niveau	GA	86.1	86.2	86.3	86.4	87.1	87.2	87.3	87.4*
SALARIES DES SECTEURS													
MARCHANDS NON AGRICOLES :						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,2	0,1
Industries y compris BGCA						-0,5	-0,4	-0,4	-0,6	-0,3	-0,3	-0,5	-0,4
. Industries agro-alimentaires						-0,4	-0,3	-0,3	0,3	0,1	0,1	-0,3	
. Energie						-1,1	-0,2	-0,8	-0,8	-0,7	-0,8	-0,5	
. Bâtiment et travaux publics						-0,1	0,3	0,3	0,2	0,3	0,5	0,0	
. Industrie manufacturière						-0,6	-0,6	-0,7	-0,9	-0,5	-0,5	-0,7	
<i>dont :</i>													
. Biens intermédiaires						-0,4	-0,5	-0,6	-0,9	-0,4	-0,4	-0,9	
. Biens d'équipement						-0,6	-0,6	-0,7	-1,0	-0,7	-0,9	-0,5	
. Automobile						-1,4	-1,2	-1,5	-1,4	-0,5	-0,3	-1,3	
. Biens de consommation						-0,4	-0,6	-0,4	-0,6	-0,5	-0,4	-0,6	
Tertiaire marchand						0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,1	0,4
. Commerces						0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,8	0,0	
. Transports-télécommunications						0,1	0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	
. Services marchands						0,5	0,5	0,6	0,8	0,5	0,7	0,3	
. Banques-assurances						0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,2	
Hors SNP						0,0	0,0	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	0,1
AUTRES SALARIES :													
Tertiaire non marchand y compris TUC													
Agriculture													
NON SALARIES													
EMPLOI TOTAL													
Hors TUC et SNP													
13.446	-0,6	13.451	0,0	13.461	0,1								
6.039	-2,4	5.928	-1,9	5.838	-1,5								
536		532		532									
294		287		279									
1.178		1.188		1.199									
4.031		3.921		3.828									
1.248		1.216		1.188									
1.199		1.165		1.135									
397		376		365									
1.187		1.164		1.140									
7.407	1,0	7.523	1,6	7.623	1,3								
1.974		2.005		2.040									
1.311		1.313		1.303									
3.454		3.539		3.615									
668		666		665									
13.428	-0,7	13.383	-0,3	13.366	-0,1								
4.187	5,3	4.223	0,9	4.223	0,0								
276	-1,3	274	-0,9	270	-1,4								
3.319		3.299		3.278									
21.228	0,5	21.247	0,1	21.232	-0,1								
21.021	-0,5	20.972	-0,2	20.934	-0,2								

* : estimation

SIVP : effectifs estimés par le ministère des Affaires Sociales

IX - L'emploi et le chômage

Le niveau de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles apparaît stabilisé depuis deux ans. Les suppressions d'emplois industriels (secteur manufacturier et énergie) sont compensées en 1987 par les créations d'emplois dans le bâtiment et surtout dans le tertiaire marchand.

L'inertie de l'ajustement des effectifs à l'accélération de la production semble en 1987 particulièrement forte dans l'industrie manufacturière. L'emploi du tertiaire marchand bénéficie à l'inverse de cette

inertie : le ralentissement de l'activité n'a pas entraîné celui de l'emploi.

De la fin du premier trimestre 1986 à la fin du premier trimestre 1987, le chômage avait fortement augmenté. Il a ensuite reculé : en fin d'année il est très légèrement inférieur à ce qu'il était en début d'année. Ainsi en décembre 1987, le taux de chômage s'établit à 10,4 % de la population active. La diminution du nombre des demandeurs d'emploi observée d'avril à novembre s'explique pour l'essentiel par des mesures prises en faveur des jeunes.

1. L'emploi

Le niveau de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles apparaît stabilisé depuis deux ans.

Dans l'industrie manufacturière et l'énergie, les pertes d'emplois - de l'ordre de 100.000 par an - se poursuivent. Toutefois, elles sont un peu moins nombreuses en 1987 qu'en 1986 dans tous les secteurs à l'exception de celui des biens de consommation où la progression de l'activité a été la moins forte.

Ces suppressions d'emplois industriels sont maintenant compensées par les créations d'emplois dans le bâtiment, où la conjoncture est favorable, et surtout dans le tertiaire marchand : dans ce secteur, les créations d'emplois se poursuivent à un rythme proche de celui de 1986, malgré la légère inflexion enregistrée dans les services marchands et la diminution des effectifs dans les transports et télécommunications.

L'influence des SIVP (Stages d'Initiation à la Vie Professionnelle) est importante sur l'évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles, à la fois en niveau - ils constituent à la mi-1987 près de 1 % des effectifs salariés -, mais plus encore en profil : c'est la croissance des SIVP au premier semestre qui assure une légère progression de l'emploi, tandis que leur repli au second semestre entraîne un plafonnement des effectifs.

Le rôle des TUC (Travaux d'Utilité Collective) se retrouve dans l'évolution de l'emploi total : la mise en place de ce programme en 1985 avait alors permis une croissance significative de l'emploi total. Depuis, le nombre de TUC s'est stabilisé aux alentours de 200.000 (avec quelques fluctuations apparemment d'ordre saisonnier). Aussi, même si l'on ne dispose pas encore d'informations précises pour l'année 1987 sur les effectifs des secteurs non marchands et de l'agriculture, il est vraisemblable que le niveau de l'emploi total est resté pratiquement inchangé depuis deux ans.

Les statistiques trimestrielles d'emploi salarié

Les estimations d'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) pour l'année 1987 sont issues de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (ACEMO), effectuée par le Ministère des Affaires Sociales. Cette enquête est affectée d'un biais, qui provient essentiellement de son champ limité aux établissements de 10 salariés et plus, ainsi que des difficultés de prise en compte des créations et disparitions d'établissement. On estime ce biais sur le passé pour corriger les résultats de l'enquête.

L'évolution annuelle de 1987 obtenue par enchaînement des trimestres ainsi estimés est provisoire. Ce n'est qu'au cours de l'été, avec les résultats de la statistique annuelle exhaustive de l'UNEDIC, sur lesquels on se recalera, qu'elle sera moins fragile.

L'UNEDIC produit aussi une statistique trimestrielle pour les établissements de 10 salariés et plus affiliés à son régime, affectée elle aussi d'un biais lié principalement à l'absence des petits établissements et corrigée de façon analogue à ce que fait l'INSEE sur l'enquête ACEMO.

Après correction de biais et des variations saisonnières, les deux statistiques trimestrielles ne donnent pas toujours des estimations concordantes, comme on peut le constater dans le tableau ci-dessous :

	Estimations trimestrielles provisoires				Glissements annuels	
					Estimation à partir des trim.	Estimation rectifiée 1/
	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.		
1986 :						
UNEDIC	0,0	0,2	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1
INSEE (ACEMO, SMNA)	0,1	0,2	0,0	0,1	0,3	0,0
1987 :						
UNEDIC	0,2	0,5	0,0	*	*	**
INSEE (ACEMO, SMNA)	0,0	0,2	- 0,2	0,1	0,1	**

1/ Les évolutions annuelles retenues par l'INSEE ne sont pas identiques à celles de l'UNEDIC, principalement pour des raisons de champ : la statistique de l'UNEDIC couvre certains secteurs non marchands, mais exclut la plupart des grandes entreprises nationales et des PTT ; par ailleurs, elle ne comprend qu'une faible part des stagiaires SIVP.

* disponible en avril 1988

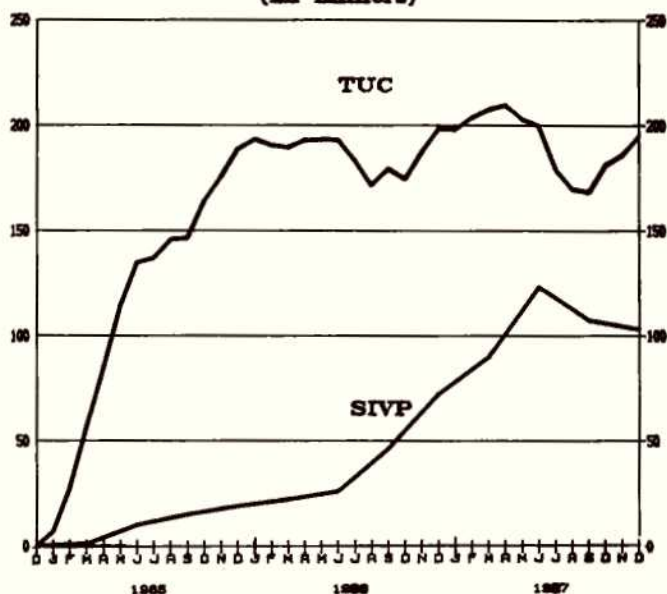
** disponible à l'été 1988

Pour l'une et l'autre statistiques, l'erreur absolue moyenne commise sur les évolutions annuelles de 1978 à 1986 est de l'ordre de 0,2 point ; en 1986, la rectification a été de 0,3 point.

Les estimations actuelles de l'INSEE laissent attendre pour 1987 une croissance de l'emploi salarié plus faible que celles de l'UNEDIC, contrairement à ce qu'on avait observé l'année précédente. La divergence semble largement circonscrite aux services marchands, mais elle ne peut être aplanie complètement à l'heure actuelle. En avril prochain, avec le résultat UNEDIC du quatrième trimestre, on connaîtra l'ampleur de l'écart entre les deux estimations annuelles provisoires. En juillet, les résultats de la statistique annuelle exhaustive de l'UNEDIC permettront un diagnostic plus assuré.

Effectif des stagiaires TUC et SIVP

(En milliers)



2. La croissance et l'emploi

Situer l'évolution de la productivité apparente du travail par rapport à sa tendance moyenne permet de mieux saisir l'inertie avec laquelle les entreprises ajustent leurs effectifs à leur production.

Dans l'industrie manufacturière, la production s'accélère, puisque l'augmentation de son taux de croissance entre 1986 et 1987 est de 1,2 point. Cependant, la situation de l'emploi salarié ne s'améliore pas, les effectifs continuant à diminuer en moyenne annuelle comme en 1986. C'est dire que les gains de productivité s'accroissent sensiblement : proches de 5 %, ils sont nettement supérieurs à la moyenne des gains annuels de productivité observés sur les neuf dernières années (de l'ordre de 3 %). L'inertie de l'ajustement des effectifs à la production semble donc avoir été particulièrement forte cette année dans l'industrie manufacturière. Ce phénomène est marqué dans les biens intermédiaires : l'augmentation entre 1986 et 1987 du taux de croissance de la production est de 2 points alors que les effectifs se réduisent plus rapidement qu'en 1986. Dans la construction automobile, malgré une hausse sensible de la production depuis deux ans, les effectifs continuent de reculer. Cette déconnexion entre l'évolution des effectifs et celle de la production est à relier à la croissance des investissements de productivité et à la réduction des marges de capacité disponibles.

Dans le bâtiment-génie civil, la croissance de la production est à peine plus forte en 1987 qu'en 1986. Pourtant, les effectifs salariés s'accroissent, alors qu'ils avaient continué à baisser en 1986 malgré le retournement de la production. Aussi les gains de productivité en 1987 sont-ils nettement moins élevés qu'en 1986, au point qu'ils apparaissent inférieurs à leur valeur moyenne au cours des années récentes. On peut donc penser qu'après les fortes réductions d'effectifs observées jusqu'en 1985 (qui avaient permis de forts gains de productivité alors même que la production diminuait dans le bâtiment), une "remise à niveau" des embauches a été nécessaire dès lors que la croissance de la production a paru de nouveau assurée.

Dans le tertiaire marchand enfin, le taux de croissance de la production s'est réduit de 2 points entre 1986 et 1987, alors que celui de l'emploi salarié a plutôt légèrement crû : les gains de productivité dans ce secteur ont donc subi une réduction notable, d'environ 2 points, et se sont ainsi situés au dessous de leur tendance de moyen terme. L'emploi dans le tertiaire marchand aurait bénéficié de l'inertie avec laquelle les effectifs sont ajustés à l'activité, qu'il s'agisse des salariés stagiaires (SIVP), particulièrement nombreux dans ce secteur, mais aussi des salariés non stagiaires.

PRODUCTIVITE APPARENTE DU TRAVAIL

Taux d'évolution en % - moyenne annuelle

dans l'industrie manufacturière						
	1984	1985	1986	1987	Evolution moyenne observée	
					1/	2/
Production	0,1	-0,7	0,8	2,1	0,5	-0,1
Effectifs salariés y compris stagiaires	-3,2	-3,1	-2,5	-2,6	-2,4	-2,8
Production par salarié	3,4	2,5	3,4	4,8	2,9	2,9
dans le bâtiment - génie civil						
	1984	1985	1986	1987	Evolution moyenne observée	
					1/	2/
Production	-2,7	-0,3	2,5	2,8	-0,6	-1,3
Effectifs salariés y compris stagiaires	-7,1	-3,9	-0,7	1,1	-3,1	-4,3
Production par salarié	4,7	3,8	3,1	1,7	2,7	3,1
dans le tertiaire marchand						
	1984	1985	1986	1987	Evolution moyenne observée	
					1/	2/
Production	2,7	2,8	4,7	2,6	3,1	2,9
Effectifs salariés y compris stagiaires	0,3	0,1	1,1	1,3	1,2	0,6
Production par salarié	2,4	2,8	3,5	1,3	1,9	2,3
1/ Moyenne des taux de croissance annuels sur la période 1978-1986						
2/ Moyenne des taux de croissance annuels sur la période 1983-1986						

3. Le chômage

Fin décembre 1987, on comptait 2.573.000 demandeurs d'emploi (CVS) et le taux de chômage s'établissait à 10,4 % de la population active (le taux de chômage moyen pour l'année a été de 10,6 %).

Comme en 1985, le chômage en fin d'année est très légèrement inférieur à ce qu'il était en début d'année, alors qu'en 1986 les DEFM avaient augmenté de 140.000. Mais le profil de l'année 1987 est très contrasté : le chômage a fortement progressé au premier trimestre ; cette hausse a ensuite été compensée par une baisse lente puis rapide du nombre des demandeurs d'emploi. En décembre, le nombre des DEFM a augmenté à nouveau, notamment parmi les jeunes.

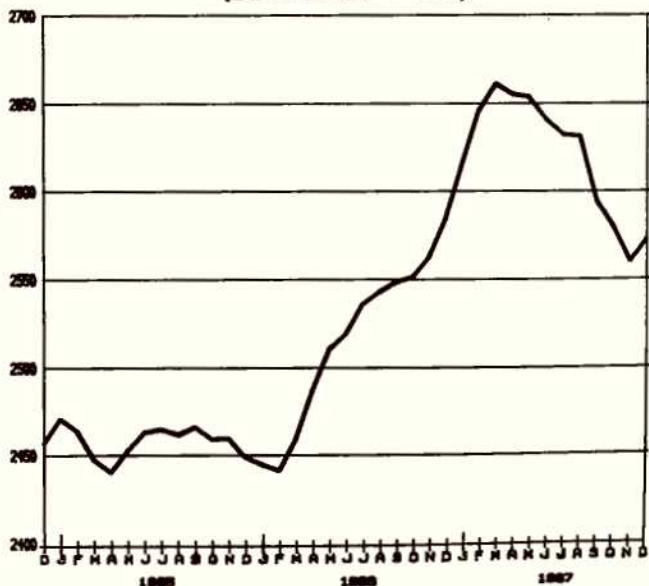
La brusque augmentation du chômage du premier trimestre (le nombre des DEFM croît de 80.000 en trois mois atteignant 2.660.000 à la fin mars) est difficile à expliquer. On peut invoquer le retour à l'ANPE d'un nombre important de demandeurs d'emploi partis en stage à l'automne 1986.

La diminution du nombre de demandeurs d'emploi observée les mois suivants s'explique pour l'essentiel, comme pour la pause observée en 1985 et la légère inflexion notée à l'automne 1986, par l'ampleur des mesures prises en faveur des jeunes : montée en charge des TUC au cours de l'année 1985, plan emploi-jeunes au second semestre 1986, mesures prises pour les sortants du système éducatif à l'été et à l'automne 1987. D'autres dispositifs ont aussi contribué à la diminution du chômage d'avril à novembre 1987 : stages ou contrats pour les chômeurs de longue durée, dispenses de recherche d'emploi pour les demandeurs âgés.

Toutes ces mesures atteignent leur plein effet à partir de septembre et, en trois mois, la baisse des DEFM atteint un rythme élevé (- 70.000). Ce sont surtout les jeunes de moins de 25 ans qui bénéficient de cette amélioration. Mais la remontée du chômage en décembre coïncide avec une nette remontée du chômage juvénile, tandis que les nombreuses dispenses de recherche d'emploi se traduisent au contraire par la poursuite de la diminution du chômage des plus âgés.

L'ensemble de ces mesures explique que sur un an le nombre des DEFM ait légèrement diminué (- 12.000 soit - 0,5 %) alors que l'emploi total aurait lui aussi un peu baissé dans un contexte de croissance tendancielle des ressources en main-d'oeuvre de 180.000 à 200.000 personnes par an. Ainsi des jeunes ne se sont pas encore présentés sur le marché du travail, des chômeurs âgés se sont découragés et des demandeurs d'emploi ont suivi des stages de formation.

**Demandes d'emploi
en fin de mois**
(En milliers - CVS)

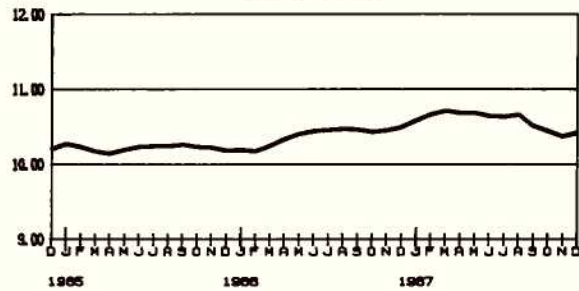


Au total, sur l'ensemble de l'année, la légère diminution du niveau des DEFM recouvre une baisse du taux de chômage des jeunes, particulièrement nette pour les jeunes hommes, une hausse du taux de chômage des femmes de 25 à 49 ans et une stabilité pour les autres catégories.

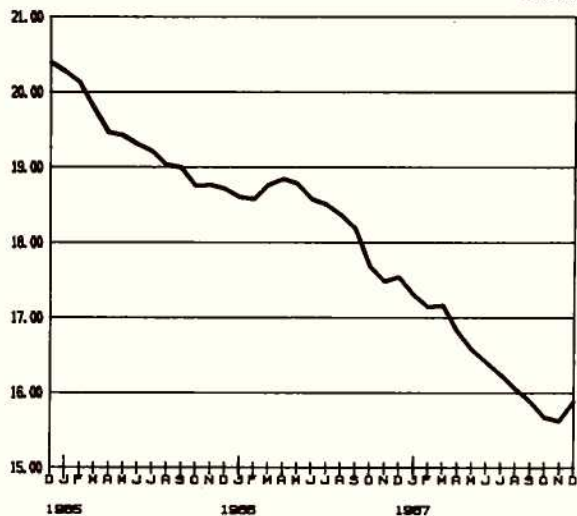
La dichotomie persiste entre les chômeurs de longue durée d'une part, et d'autre part les jeunes dont la situation est très fluide (passage d'un stage à un "petit boulot" ou à une période de chômage). La part des demandeurs ayant plus d'un an d'ancienneté s'est en effet accrue en 1987, surtout sur la première partie de l'année, alors que les dispositions prises en faveur des jeunes favorisaient la sortie rapide de certaines catégories de demandeurs d'emploi de faible ancienneté.

Taux de chômage
(Definition BIT)
(Donnees CVS en fin de mois - En %)

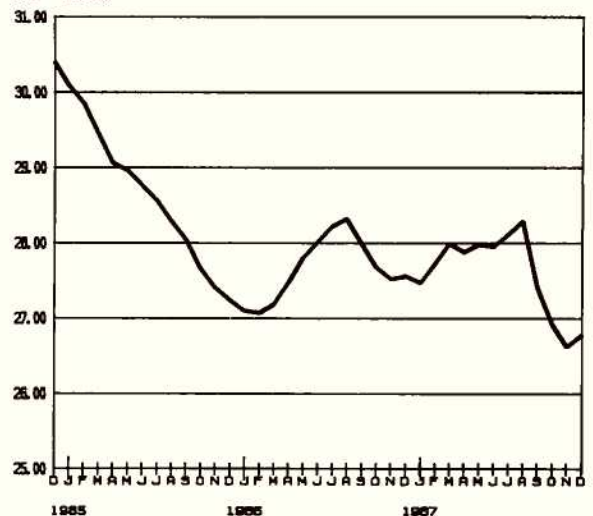
Ensemble



Hommes

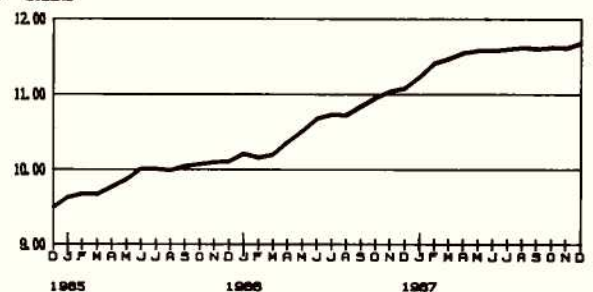
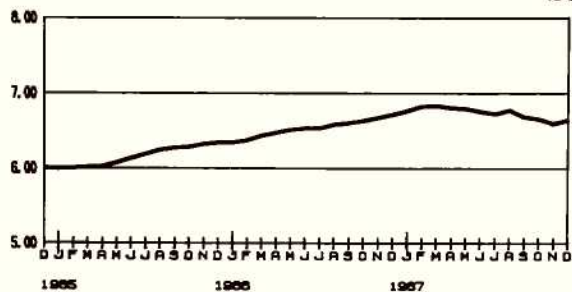


Femmes



moins de 25 ans

25 a 49 ans



50 ans et plus

